

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

Rénovation toitures Bâtiment B ex-ISGMP

Catégorie opération 2



Ile du Saulcy
57000 METZ

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	31/10/2024	Plan Général de coordination INDICE A CONCEPTION
2	03/02/2025	INDICE B CONCEPTION M A J du numéro de rapport DTA

SOMMAIRE

TABLEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	9
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	11
2.2 NATURE DE SOL.....	11
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	12
2.4 AMIANTE.....	12
2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	13
2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	16
2.7 DIVERS.....	16
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	17
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	17
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	17
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	18
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	20
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	20
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	21
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	22
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	22
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	25
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	25
3.5.1 Présence d'amiante	25

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	26
3.5.3 Travaux divers	27
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES	29
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	32
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	33
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ	35
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	38
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	40
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	42
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	42
5.2 CANTONNEMENTS	43
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	46
5.3.1 Mise en place bungalows	46
5.3.2 Cantonnement à étages	46
5.3.3 Installation électrique	46
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	48
6.1 ORGANISATION	48
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	49
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	50
6.2.2 Interdiction de fumer	50
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	51
7.1 PPSPS	51
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	51
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	51
8 Annexes	52
Panneau : En cas d'accident	52

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

Rénovation toitures Bâtiment B ex-ISGMP

Rénovation toitures Bâtiment B ex-ISGMP

Ile du Saulcy
57000 METZ



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Le projet situé au bâtiment B ex-ISGMP à l'île du Saulcy à METZ 57000, consiste à la rénovation de la toiture.

Les travaux à réaliser sont les suivant:

- Dépose des matériaux amiantés (Ardoises en fibres de ciment)
- Pose de couverture ardoise
- Construction à Ossature Bois
- Charpentes en bois assemblées par connecteurs métalliques ou goussets
- Revêtements extérieurs en Bois
- Couverture par grands éléments en feuilles et bandes en zinc.
- Pose de menuiseries extérieure
- Travaux de vitrerie – miroiterie

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

RDC, R+1 et R+2

Nature de la couverture / toiture

Ardoises en fibres de ciment

Nature des façades

Pierre de taille enduite

Autres

Chantier situé sur un site occupé et en activité.

LES ENTREPRISES DEVRONT METTRE EN PLACE TOUTES LES MESURES NECESSAIRE AFIN DE NE PAS EXPORTER LES RISQUES SUR LES SALARIES PRESENT SUR LE SITE

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	UNIVERSITE DE LORRAINE COURS LEOPOLD 54052 NANCY CEDEX	
Maître d'Oeuvre Exécution	ETICO 99 avenue Carnot 54130 SAINT MAX	TEL : 03 83 20 10 00
CSPS	QUALICONSULT SECURITE QUALICONSULT LORRAINE 95 Allée des ZAC Brabois Forestière 54230 CHAVIGNY	TEL : 03.83.93.59.80 FAX : 03.83.93.59.81
Inspection du travail	DREETS 1 Rue du Chanoine Collin 57000 METZ	TEL : 03 87 56 54 00
OPPBTP	OPPBTP 71, rue des cinq-piquets Résidence Austrasian 54000 NANCY	TEL : 03.83.20.20.03
CARSAT	CARSAT 19, rue du Cambout 57000 METZ	TEL : 03 87 66 09 99 FAX : 03 87 55 98 65

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°00 - TOUTES LES ENTREPRISES
- N°01 - DESAMIANPAGE
- N°02 - COUVERTURE
- N°03 - MENUISERIES EXTERIEURES

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 11 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de -1.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

Les contraintes à prendre en compte, pour la réalisation des travaux, sont les suivantes :- Accès au site et au chantier par l'île du SAULCY, en respectant le plan de circulation et de cheminements du site,- Les activités alentour seront maintenues et inchangées.

- Les accès devront être maintenus en toutes circonstances aux véhicules de secours et d'incendie. L'entrepreneur chargé des installations de chantier, doit prendre toutes mesures, toutes précautions et toutes dispositions pour assurer dans tous les cas :- la sécurité du personnel et la sécurité du public

- la sécurité et le maintien des activités et accès aux locaux dans les bâtiments existants,- la mise en place de protections le long des voies publiques,- la pose des clôtures,- Il est entendu que l'entrepreneur sera tenu à la réparation et remise en état sans indemnité de tous les dommages causés par le fait de ses travaux aux propriétés bâties et non bâties,- en fin de travaux, l'ensemble du chantier sera livré propre, sec et débarrassé de tous gravats ou matériaux de démolitions, les chaussées seront remises en état, Un nettoyage journalier des chaussées sera exécuté par l'entreprise à ses frais.

La circulation jusqu'à la zone du chantier est soumise au respect de la limite de vitesse du site.

La zone du chantier sera close et indépendante.

Les circulations horizontales seront condamnées pour éviter que toute personne étrangère au chantier ne se retrouve dans la zone du chantier.

Les livraisons, comme l'évacuation des déchets se feront depuis une zone définie au cours de la réunion de coordination avec le MO, le MOE et les entreprises.

Les entreprises devront respecter les principes généraux de prévention, et les mesures générales d'organisation du chantier.

Les protections collectives seront privilégiées aux protections individuelles.

Les zones de travaux seront protégées, isolées et tenues en état de propreté au quotidien.

ACCUEIL DES ENTREPRISES ET PRESTATAIRES - MESURES GÉNÉRALES

La venue d'entreprises supplémentaires et l'évolution du nombre de personnes nécessitera une prise en compte régulière de leur intégration sur le chantier.

Cette intégration se traduit aussi, après l'agrément des entreprises par le Maître d'Ouvrage, par une Inspection Commune avec le Coordonnateur SPS et la remise du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

PRINCIPE DE GESTION DES RISQUES DE COACTIVITÉ (COORDINATION DES ENTREPRISES)

Ces principes sont gérés par le respect des zones d'intervention de chacune des entreprises.

Par un stockage qui respecte les zones définies au cours de l'Inspection Commune avec l'entreprise et des principes d'organisation du chantier ainsi que du projet de plan d'installation de chantier (PIC). Le stockage et les livraisons déterminent automatiquement les besoins de chaque entreprise dans la zone de chantier qui lui sera définie. Cette définition passe par les réunions de chantier, au cours desquelles les demandes et besoins de chacun sont pris en compte.

Les circulations sont amenées à évoluer en même temps que l'avancement des exécutions de chacun.

Organisation et gestion de la coactivité pour une exécution plus efficace des tâches. Veille permanente de la part du personnel à l'œuvre, vis à vis des risques de promiscuité, pour que les risques exportés et importés soient déjà écartés dans leur majorité.

Organisation des stockages pour les autres zones de chantier, qui sont adjacentes les unes par rapport aux autres.

ORGANISATION DES CIRCULATIONS DANS L'EVOLUTION DU CHANTIER

L'organisation des circulations sera basée sur le respect des cheminements piétons et de la circulation des engins.

Les piétons ne sont pas prioritaires sur les engins.

Circulations distinctes, avec balisage type chainette bicolore et GBA pour les zones en présence d'engins

Un homme de manœuvre est obligatoire lorsqu'un camion ou un engin doit faire des manœuvres et des marches arrières.

Circulation de engins avec feux de croisement.

Circulation de nacelles en extérieur avec roues noires. Circulations des nacelles en intérieur avec roues blanches. Le travail sur nacelle est accompagné d'une vigie au sol afin d'assurer la sécurité.

Conduite de tous les engins avec autorisation patronale de conduite et CACES.

Vitesse des engins suivant fiche technique.

Interdiction d'utiliser des nacelles thermiques dans les locaux clos et sans ventilations.

* En cas d'intervention sur des réseaux en charge ou sous tension il sera notifié au cours d'une réunion de concertation de coordination, les mesures prises. y compris pour l'utilisation des sources d'énergie.

En cas de besoin de modifier des protections collectives qui sont dans les zones d'interfaces, une réunion de concertation de coordination définira les mesures applicables.

Chaque entité est responsable des protections collectives en place dans sa propre zone close et indépendante.

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Rapport d'étude de sol :

Ce document est joint au D.C.E (Dossier de Consultation des Entreprises).

Points particuliers : Voir étude

* Les fouilles et les talus seront réalisées suivant les dispositions et conclusions du rapport de sol. Les entreprises devront justifier de ces dispositions d'exécution.

En tout état de cause les têtes de talus ne devront pas être surchargées, la création de banquettes sera nécessaire suivant les besoins.

Dispositions particulières à prendre : voir ARTICLE 3.5.1.

**** IMPORTANT**

Résistance de sols et capacité portante des planchers (charge d'exploitation) pour l'utilisation de nacelle ou autre(s)..

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le Maître d'Ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires : lots concernés

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Réseaux impactés : Electricité - Gaz- AEP - Tout à l'Égout - Fibre.

Localisation des réseaux impactés : Le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux : lots concernés

2.4 AMIANTE

AMIANTE DTA (Dossier Technique Amiante) : référence : 17-10-007378 A

Repérage amiante avant opération :

Ces documents sont joints au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés. - Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux). - Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante):

- Formation des salariés.
- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux : Avant tous travaux de réhabilitation, rénovation, découpage, percement... un repérage de l'amiante est indispensable. Il permet d'assurer une meilleure protection des salariés des entreprises qui auront à opérer sur le chantier ainsi que des occupants éventuels des bâtiments concernés.

*** A SAVOIR**- Un diagnostic amiante vente ou un Dossier Technique Amiante ne peuvent se substituer à un repérage amiante avant travaux.

- En cas de démolition, le diagnostic amiante avant vente et Dossier Technique Amiante avant travaux ne peuvent se substituer à un repérage amiante avant démolition.

****** Le Code du Travail impose aux donneurs d'ordre, maîtres d'ouvrage et aux propriétaires de faire effectuer une recherche d'amiante préalablement à tous travaux comportant des risques d'exposition des travailleurs. Le résultat de cette recherche est transmis aux entreprises envisageant de réaliser l'opération.

Ce repérage concerne les immeubles bâtis dont le Permis de Construire a été délivré avant le 1er juillet 1997.

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Signalisation au droit de toutes les zones impactées par la circulation sur le site.

Toute demande sera faite aux autorités / gestionnaires compétents (services voirie de la mairie, préfecture de police...) une copie de la demande et de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public sera adressée au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au CSPS.

Plan d'installation de chantier :

Le PIC sera évolutif en fonction des différentes phases du chantier. Les modificatifs seront alors envoyés au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS pour avis avant diffusion à l'ensemble des entreprises par le Maître d'Œuvre. L'entreprise principale les titulaires des autres lots, devront se concerter afin de définir les besoins exhaustifs de ces derniers pour dimensionner et implanter efficacement les zones de stockage qui figureront sur le PIC, ainsi que pour définir les zones de manœuvre des engins et définir les dispositions de mutualisation des moyens.

Le PIC devra préciser :

- Le tracé des clôtures de chantier (le cas échéant), avec implantation des accès véhicules et piétons,
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les réponses aux DICT,
- L'implantation des éventuels réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier,
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires (signalisation) et toutes modifications apportées à la situation existante avant travaux,
- Le principe de circulation et voies, piétonnes, véhicules, engins intérieures au chantier ainsi que leurs limites d'emploi (en fonction de la résistance des sols, du gabarit et de la déclivité),
- L'implantation d'un parking pour véhicules de chantier,
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets,

- L'implantation des zones de livraison et de déchargement, les zones d'attente des véhicules de livraison, toupies,...
- L'implantation des zones de stockage,
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'AEP,
- L'implantation des zones de cantonnement,
- L'implantation des installations électriques : position des armoires et coffrets de chantier et de l'éclairage de chantier,
- L'implantation des zones éventuelles de préfabrication,
- Matérialisation des zones de manœuvre des éventuelles grues et des zones interdites de survol en charge,
- Matérialisation des zones de stockage (terres et autres revêtements expurgés lors des travaux de terrassement, terres réutilisées, stockage des matériaux,...),
- Matérialisation des zones de nettoyage des toupies et roues des camions et engins, du ou des bassins de décantation des laitances,
- Sécurité du site : identification du ou des P.R.S (Point de Rassemblement pour l'intervention des Secours).

Ce plan sera affiché au mur du bureau de chantier et mis à jour par l'entreprise principale.

Toutes les entreprises devront se conformer, sans pouvoir prétendre à quelconque indemnité, aux dispositions portées sur ce plan.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	<p>Le plan devra être affichée dans la base vie et mis à jour régulièrement.</p> <p><u>Il comportera au minimum les informations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Dessin du plan d'installation de chantier - Fond de plan - Clôtures - Moyens de levage - Base vie - Réseaux (Elec, Eau, GAZ..). - Flux VL/ Piétons - Matériaux et matériels (zones de stockage,...) - Gestion environnementale (tri des déchets, traitements des eaux,...) -... 	A afficher dans la base vie + DHOL / PPSPS	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Clôture	Clôtures sur plots béton. Résistantes et d'une hauteur de 2 m afin d'éviter tout risque d'intrusion et <u>menottées avec jambes de force.</u>	Périmètre et emprise du chantier	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Portail et portillon	Un portail sera mis en place. Fermé par chaîne et cadenas et avec roulettes pour faciliter l'ouverture.	Pour chaque accès de chantier.	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Auvent Passage piéton couvert	Tunnel et/ou casquette de protection. Tout moyen évitant le risque de chute de matériel et matériaux.	Zones à risque + superposition.	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Homme trafic	Homme de trafic pour guider et accompagner tous les engins et véhicules, y compris les livraisons.	A chaque manœuvre limitant le champ de vision du conducteur et pour toute zone en approche du chantier.	Chaque entreprise selon modes opératoires d'intervention	Chaque entreprise selon modes opératoires d'intervention
Dévoisement voirie publique	Suivant planning du chantier et exploitant	Suivant PIC ou Plan Masse	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Signalisation	Panneaux provisoires réglementaires et signalisation conforme au code de la route.	Au droit de toutes les voies circulées du chantier.	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Création de voie publique	Voie secondaire, déviation, giratoire, autres...	Suivant PIC, plan masse ou plans de phasage.	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Grue et engin de levage	Selon modes opératoires des entreprises. Grue à tour, mobile, PPM ou autre...	Selon intervention Les détails seront repris dans les PPSPS des entreprises intervenantes (Plan de levage, implantations etc..).	Chaque entreprise selon modes opératoires d'intervention	Chaque entreprise selon modes opératoires d'intervention

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Accès de la voie principale en prenant les cheminements autorisés, avec respect des signalisations en place et des points d'accès aux zones de chantier.

La vitesse doit être réduite et l'ensemble des chauffeurs doivent respecter les consignes de sécurité et d'organisation du chantier.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	A renseigner au P.I.C Accès par le portail du chantier	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Cette obligation s'applique à tout employeur : entreprises de BTP ou de travail temporaire, établies en France ou à l'étranger, employeurs établis à l'étranger qui détachent des salariés en France ou entreprises ayant recours à des salariés détachés intérimaires.	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante
Liste du personnel	A renseigner dans le PPSPS	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Les voies de circulation des véhicules devront être distinctes des voies de circulation piétonne et des aires de stationnement / Déchargement.

Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins :

- Homme trafic requis pour les manœuvres avec faible visibilité.- Klaxon de recul impératif.- Signal visuel (gyrophare,...)

Dispositions générales :

Les aires de stationnement et de circulation seront matérialisées (panneaux à mettre en place par le contractant général).

Les zones de manœuvre des engins seront balisées pour éviter que tout personnel extérieur à la manœuvre se retrouve dans la zone d'évolution de l'engin (à mettre en place par le lot en charge de l'engin)

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Accueil pour les livraisons suivant le DHOL - Recommandation R476 de la CNAMTS.	De l'entrée du chantier aux aires de stationnement et pour accès à la base vie. A répertorier sur le Plan d'installation de chantier.	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante
Voie intérieure	Suivant plan d'installation de chantier : Zones stables, planes et balisées	De l'entrée du chantier aux aires de stationnement et pour accès à la base vie. A répertorier sur le Plan d'installation de chantier.	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Aire de livraison	Suivant plan d'installation de chantier : Zones stables, planes et balisées	Suivant implantation définie au PIC	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Aire de stationnement	Suivant plan d'installation de chantier : Zones stables, planes et balisées	Suivant implantation définie au PIC	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	Signalisations et affichages de chantier conformément à la réglementation en vigueur	Suivant implantation définie au PIC	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Homme de manœuvre	Personnel dédiée aux manœuvres des engins pour assurer la visibilité aux angles morts.	Toutes manœuvres des engins ou camions	Chaque transporteur ou entreprise intervenante	Chaque transporteur ou entreprise intervenante
Avertisseur de manœuvre	Avertisseur de manœuvre sur tous les engins (klaxon, Bip de recule, phare clignotant)	Toutes manœuvres des engins ou camions	Chaque transporteur ou entreprise intervenante	Chaque transporteur ou entreprise intervenante
Nettoyage avant sortie	Zone de nettoyage avant la sortie des engins ou véhicules du chantier.	Suivant implantation définie au PIC	LOT : GROS OEUVRE	LOT : GROS OEUVRE

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Suivant PIC Accès/ Entrée du chantier	A définir selon le plan d'installation de chantier	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Accès au cantonnement	Les cheminements piétons devront être balisés et éclairés + affichage.	A définir selon le plan d'installation de chantier * Depuis l'entrée chantier.	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Cheminement cantonnement/chantier	Les cheminements piétons devront être balisés et éclairés + affichage.	A définir selon le plan d'installation de chantier	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Séparation piétons/véhicules	Les voies de circulation des piétons devront être distinctes des voies de circulation des véhicules et des aires de stationnement/ déchargement.	A définir selon le plan d'installation de chantier	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Protection accès chantier	Les voies de circulation des piétons devront être distinctes des voies de circulation des véhicules et des aires de stationnement/ déchargement.	A définir selon le plan d'installation de chantier	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Escalier provisoire	<p><u>A définir :</u> Tour d'accès</p> <p><u>* Tour d'escalier pour PUBLIC :</u> Celui-ci doit être destiné à un usage public et conforme à la norme NF P 93-523 Voir également les normes : NFP 01-012 et NFP 01-013 concernant le dimensionnement et les méthodes d'essai.</p>	Pour l'accès aux zones en travaux en attentes d'escaliers définitifs	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Cheminement sur chantier	Les cheminements du chantier doivent être protégés et signalés, par la mise en place de panneaux, fléchages et signalisation, aménagements spécifiques ou protections rigides.	A définir selon le plan d'installation de chantier	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Eclairage	Eclairage des circulations (toute zone d'ombre).	A définir selon le plan d'installation de chantier	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Signalisation	Signalisation des voies piétonnes et du cheminement intérieur du chantier.	A définir selon le plan d'installation de chantier	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Lift/ascenseur/monte-charge	A définir suivant mode opératoire	A définir selon le plan d'installation de chantier	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès couverture/terrasse	A définir suivant mode opératoire * Tour d'accès réglementaire.	A définir selon le plan d'installation de chantier	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Auvent protection accès	Passage couvert assurant la protections contre les chutes d'objets.	A définir selon le plan d'installation de chantier * Au droit de chaque accès au bâtiment	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Toutes les manutentions doivent être réalisées par des moyens mécaniques adaptés. La manutention manuelle reste limitée aux charges faibles et peu volumineuses. L'utilisation de trans-palette est destinée au transport des charge entre zones internes planes et stabilisées.

Pour les nacelles : Installer un périmètre de sécurité sur le pourtour de l'aire d'évolution de l'engin. Pour tout engins de levage, fournir une étude d'adéquation au CSPS. Le prêt d'équipement de levage pour d'autres lots que celui d'origine nécessitera **la rédaction d'un protocole de prêt par l'entreprise prêteuse et d'une validation part l'entreprise utilisatrice.**

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareux commandement de manoeuvre
Grue automotrice	A définir, selon modes opératoires des entreprises intervenantes et le plan d'installation de chantier	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante
Lift/ascenseur/monte-charge	Utilisation d'un monte charges suivant les besoins du chantier.	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante
Monte matériaux	Utilisation d'un monte matériaux suivant les besoins du chantier.	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante
Treuil électrique	A définir, selon modes opératoires des entreprises intervenantes et le plan d'installation de chantier	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareaux commandement de manoeuvre
Camion auto-déchargeable	A définir, selon modes opératoires des entreprises intervenantes et le plan d'installation de chantier	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante
Chariot élévateur	A définir, selon modes opératoires des entreprises intervenantes et le plan d'installation de chantier	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante
Transpalette/chariot	A définir, selon modes opératoires des entreprises intervenantes et le plan d'installation de chantier	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

/

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Aucun engin de levage ne pourra être utilisé par une autre entreprise, que celle titulaire des travaux, sans qu'il y soit mis en place une convention d'utilisation entre les parties.

Une copie de cette convention devra être transmise au Maître d'ouvrage, maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Quelque soit les phases du chantier :

Moyens de prévention à mettre en œuvre par les entreprises pour éviter les risques liés aux manutentions manuelles

- Évaluer préalablement les risques dès la phase de conception du projet
- Éviter le recours aux manutentions manuelles chaque fois que cela est possible
- Réduire le poids unitaire des charges.
- Réduire la fréquence des manutentions et les distances à parcourir
- Aménagement des postes de travail (temps de repos, contraintes de temps, cadence)

Information et formation des salariés (gestes et postures).

Pour les levages, une adéquation grue est obligatoire.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Chaque entreprise concernée par la manutention des charges.

Ceci ne se limite pas au volume et à la charge du matériaux.

Lot chargé de l'entretien

Chaque lot concerné par la manutention des matériaux et de leurs livraisons aux différents points du chantier, que ce soit au même niveau ou à des niveaux différents.

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Stockage des tuyauteries de grand diamètre, buses et conduites en béton, éléments préfabriqués comme les cuves et chambres de tirages.	Sur les zones appropriées en fonction du PIC et des emplacements nécessaires. Stockages réalisés avec engins de chantier type terrassement.	Sur les zones appropriées en fonction du PIC, sur les zones stabilisées et hors risque d'éboulement et de glissement de terrain.	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Stockage des matériaux de maçonnerie.	Stockage à plat Sur les zones appropriées en fonction du PIC et des emplacements nécessaires. Stockages réalisés avec engins de chantier type terrassement.	Sur les zones appropriées en fonction du PIC	LOTS CONCERNES	LOTS CONCERNES
Matériaux second œuvre	Stockage à plat Sur les zones appropriées en fonction du PIC et des emplacements nécessaires.	Sur les zones appropriées en fonction du PIC	LOTS CONCERNES	LOTS CONCERNES
Bouteille de GAZ Produits dangereux	Sur rack adapté Sur les zones appropriées en fonction du PIC et des emplacements nécessaires. Locaux aérés/ ventilés Extincteur FDS	Sur les zones appropriées en fonction du PIC	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Matériels et outils	Container de chantier ou local identifié	Sur zone définie en amont des interventions sur le PIC. Sur zones définies en fonction de l'avancement du chantier et des phases.	TOUS LES LOTS	TOUS LES LOTS
Stockage des produits dangereux	Bungalow adapté ou local aéré/ventilé ** Un local de stockage de produits en quantités importantes doit être isolé du reste du bâtiment, afin d'éviter la propagation d'un incendie qui s'y déclarerait. De même, il doit être bâti à l'aide de matériaux durs et incombustibles et muni de systèmes d'évacuation et de lutte contre le feu appropriés (portes coupe-feu, extincteurs...).	Sur zone définie en amont des interventions sur le PIC. Sur zones définies en fonction de l'avancement du chantier et des phases.	Les lieux de stockage doivent être clairement identifiés. Des panneaux d'avertissement doivent figurer à l'entrée comme par exemple « Matières inflammables », « Matières corrosives », « Matières toxiques »... ** Certains produits peuvent réagir les uns avec les autres, provoquant parfois des explosions, des incendies, des projections ou des émissions de gaz dangereux. Ces produits incompatibles doivent être séparés physiquement. D'autres produits encore réagissent violemment avec l'eau : ils doivent être entreposés de façon à ce que tout contact avec de l'eau soit impossible, même en cas d'inondation. Enfin, les produits inflammables doivent être stockés à part dans une enceinte dédiée et constamment ventilée.	- Limiter l'accès au stockage aux seules personnes formées et autorisées.- Tenir à jour un état du stock.- Subordonner le stockage d'un produit à l'existence de sa fiche de données de sécurité et de son étiquetage.- Mettre en place un classement rigoureux et connu (affichage d'un plan, interdiction d'entreposer des emballages volumineux ou lourds en hauteur, pas d'entreposage d'outillage et de matériel dans le local de stockage de produits chimiques...).- Instaurer une règle de déstockage « premier entré / premier sorti ».- Respecter les dates de péremption de produits.- Mettre en place une procédure d'élimination des produits inutiles ou périmés.- Interdire l'encombrement des voies d'accès, des issues et équipements de secours.

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Suivant disposition du tableau ci-après et des autres dispositions.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Poste de travail	Nettoyage et évacuation des déchets au quotidien.	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Lift/ascenseur/monte-charge/monte-matériau	Suivant plan d'installation de chantier	Suivant besoin, dès que nécessaire	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Translation au sol	Zones souillées par les passages (Intérieur et extérieur - VL/ piéton)	Suivant besoin, dès que nécessaire	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Goulotte	Suivant plan d'installation de chantier	Suivant besoin, dès que nécessaire	LOTS CONCERNES	LOTS CONCERNES

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Chaque entreprise doit gérer ses propres déchets et gravats, et les emmener à la déchetterie.

Chaque entreprise effectuera le tri sélectif, des gravats, des déchets, matériaux, qui devront être évacués journallement des zones de travail vers les bennes ou décharge agréées.

Les déversements par les ouvertures, fenêtres... ainsi que les stockages sauvages sont proscrits sur l'ensemble du chantier.

Les bidons, les plastiques, cartons, polystyrène, etc... et tous éléments polluants ou à risque seront évacués au fur et à mesure.

Si cela s'avère nécessaire en cas de défaillance, le Maître d'Œuvre ou le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix, pour assurer un nettoyage quotidien complet (du chantier, de ses abords, de la base vie) y compris enlèvement en DP des gravats de tout le chantier, et ce pendant toute sa durée.

Ainsi le Maître d'Œuvre ou le Maître d'ouvrage pourra ordonner la réalisation de la prestation sans sommation de faire et, en cas, d'inexécution dans les 24 heures, aux frais du titulaire compte prorata sans distinction, ou à ceux du (ou des) lot(s) concerné(s) si la distinction est évidente.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

Entreprises intervenantes sur et/ou à proximité des zones susceptibles de contenir de l'amiante (SS3 ou SS4 suivant mode opératoire et plan de retrait).

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLILIERE ELIMINATION
Plomb	Entreprises intervenantes sur et/ou à proximité des zones susceptibles de contenir du plomb.	Sur zones isolée, protégée et clôturée, avec affichage réglementaire. Aire spécifique produits dangereux comprenant un bassin de rétention des polluants ou big bag.	Entreprises intervenantes sur et/ou à proximité des zones susceptibles de contenir du plomb.	Suivant résultat des analyses, élimination des déchets en décharge spécialisée.
Amiante	Entreprises intervenantes sur et/ou à proximité des zones susceptibles de contenir de l'amiante	Sur zones isolée, protégée et clôturée, avec affichage réglementaire. Aire spécifique produits dangereux comprenant un bassin de rétention des polluants ou big bag.	Entreprises intervenantes sur et/ou à proximité des zones susceptibles de contenir du plomb.	Suivant résultat des analyses, élimination des déchets en décharge spécialisée.

3.5.3 Travaux divers

Conditions d'intervention, choix de techniques et de modes opératoires réduisant le bruit, les vibrations, les poussières, les gaz toxiques, communication des fiches de données sécurités. En tout état de cause les zones devront être étanches au risque de propagation de la poussière. Prévoir des aspirations à la source. Les travaux bruyants ne pourront se faire que durant certaines périodes de la journée. Les engins et matériels utilisés devront avoir un affaiblissement acoustique conforme à la loi en vigueur. Le bruit doit être absorbé à la source.

Les substances nocives doivent être utilisées suivant les notices des constructeurs et de Fiches de Données de Sécurité (FDS).

Les substances toxiques ne peuvent être utilisées que sous certaines conditions, suivant les FDS. Aucune de ces substances ne peut être utilisée sans que l'on ait vérifié la toxicité du produit. Les opérateurs devront être formés et porter leur EPI.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Suivant intervention et mode opératoire	Toutes les entreprises	<p>Stockage verticale pour les bouteilles de gaz.</p> <p>Stockage dans des locaux ventilés.</p> <p>Moyen d'extinction à proximité de la zone ou du local.</p> <p>En cas de transport de matières inflammables les véhicules seront équipés de moyens d'extinction.</p>	<p>Un permis feu doit être réalisé préalablement (auprès de la maîtrise d'ouvrage) à tout travaux par point chaud, c'est-à-dire utilisant une flamme nue ou produisant des étincelles ou de la chaleur (notamment : le découpage, le soudage, le brasage, le meulage, la fixation par collage...)- Dans la mesure du possible, les travaux par point chaud pouvant être réalisés à distance sont effectués en dehors de toutes zones présentant des risques particuliers (ATEX, zone de stockage, co-activité...)- Les EPI, moyens de mesures (explosimètre...), protections des abords (écran de soudure...) et moyens additionnels de lutte contre l'incendie requis (extincteurs) sont de la responsabilité de l'entreprise prestataire.</p>

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Application de produit toxique	Suivant intervention et mode opératoire	Lots de métiers concernés	Local ventilé FDS Affichage réglementaire Extincteur si nécessaire Aération des locaux + affichage pour les autres corps d'état Balisage et/ou condamnation de la zone d'intervention.	<p>Livraison par camions étanches avec système de sécurité et d'anti-refoulement.</p> <p>Stockage sur l'atelier de chaux.</p> <p>Dépotage dans des engins à cuve étanche, cabine pressurisée pour les chauffeurs.</p> <p>Accès aux zones de dépotage par du personnel autorisé uniquement.</p> <p>Zones de stockage dans un lieu ou des locaux isolés ventilés et sur des bacs de rétentions, et adaptés au type de produits.</p> <p>Des bacs de rétention (bacs étanches) doivent pouvoir récupérer les matières en cas de fuite d'un des contenants.</p> <p>Stockage dans des récipients adaptés, dans des récipients d'origines, avec affichage réglementaire sur les produits.</p> <p>Le transport de ces produits doit se faire avec des véhicules équipés de ventilations basses et hautes.</p> <p>Les quantités doivent être limitées suivant les préconisations des FDS.</p> <p>En cas de transport de matières inflammables les véhicules seront équipés de moyens d'extinction.</p>

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Bruit	Les zones extérieures avec l'utilisation d'engins de chantier développant un bruit important. Les zones intérieures avec l'utilisation d'outils de chantier développant un bruit important.	Toutes les entreprises	Elimination du bruit à la source.	Elimination du bruit à la source.

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

En cas de défaillance, le Maître d'Œuvre pourra ordonner à une entreprise extérieure la réalisation de la prestation sans sommation de faire et, en cas, d'inexécution dans les 24 heures, aux frais du titulaire (ou au compte prorata) sans distinction, ou à ceux du (ou des) lot(s) concerné(s) si la distinction est évidente.

Arrêt de poste de travail jusqu'à mise en place de protections collectives satisfaisantes ou de mesures compensatoires équivalentes. Vérification par le Coordonnateur SPS avant reprise des travaux.

Nature des protections collectives

Toutes les protections collectives mises en place, doivent être conformes aux normes des constructeurs, ainsi qu'aux dispositions du Code du Travail.

Respect des dispositions du Livre II du Code du Travail.

Les protections collectives seront fixes et rigides. Elles seront complétées par un affichage spécifique au danger (exemple : ne pas approcher risque de chute, ne pas déplacer les barrière, risque de chute d'objet, ...)

Les protections collectives et moyen d'accès provisoires ne seront déposées qu'une fois les protections définitives installées. Les protections collectives doivent primer sur les protections individuelles (Principes Généraux de Prévention du Code du travail article L. 4121-2 suivant Directive Européenne).

PV de réception à établir systématiquement.

PV contradictoires sur la base de plan précis en cas d'utilisation par une tierce entreprise des moyens mis à disposition par une autre entreprise.

Mis en œuvre suivant notice du fabricant, recommandations organismes de préventions avec contrôles réglementaires.

Vérifications suivant réglementation (décret 1er mars 2004, R408...).

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
-------------	------------------	--------------------------------	------------------------------

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Rive de plancher	Protections collectives type : <u>garde corps ou équivalent</u> (Plinthes, lisses intermédiaires et lisses hautes rigides)	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Trémie petite dimension	Protection type : platelage fixé au sol, protège trémie incorporé de préférence ou autre protection équivalente Aménager une signalisation a` l'étage inférieure afin de prévenir la chute d'élément.	Entreprises concernées par les traversées de plancher.	Entreprises concernées par les traversées de plancher.
Trémie grande dimension	Protection type : platelage fixé au sol, protège trémie incorporé de préférence ou autre protection équivalente Aménager une signalisation a` l'étage inférieure afin de prévenir la chute d'élément.	Entreprises concernées par les traversées de plancher.	Entreprises concernées par les traversées de plancher.
Châssis en façade sur allège < 1m	Protections collectives type : <u>garde corps ou équivalent</u> (Plinthes, lisses intermédiaires et lisses hautes rigides)	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Châssis en façade toute hauteur d'étage	Protections collectives type : <u>garde corps ou équivalent</u> (Plinthes, lisses intermédiaires et lisses hautes rigides)	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Balcon	Protections collectives type : <u>garde corps ou équivalent</u> (Plinthes, lisses intermédiaires et lisses hautes rigides)	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Périphérie toiture terrasse	Protections collectives type : <u>garde corps ou équivalent</u> (Plinthes, lisses intermédiaires et lisses hautes rigides) * Ou filets suivant réglementation (lisses hautes rigides, dimensionnement des mailles...).	Suivant phasage : LOT : COUVERTURE LOT : CHARPENTE	Suivant phasage : LOT : COUVERTURE LOT : CHARPENTE
Gaine ventilation en toiture terrasse	Suivant dimensionnement : Protections collectives type : <u>garde corps ou équivalent</u> (Plinthes, lisses intermédiaires et lisses hautes rigides) OU Protection type : platelage fixé au sol, protège trémie incorporé de préférence ou autre protection équivalente	Suivant phasage : LOT : COUVERTURE LOT : CHARPENTE	Suivant phasage : LOT : COUVERTURE LOT : CHARPENTE
Couverture en pente	Protections collectives type : <u>garde corps ou équivalent</u> (Plinthes, lisses intermédiaires et lisses hautes rigides) * Ou filets suivant réglementation (lisses hautes rigides, dimensionnement des mailles...). ** Voir courbe de chute.	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Charpente	Protections collectives type : <u>garde corps ou équivalent</u> (Plinthes, lisses intermédiaires et lisses hautes rigides) * Ou filets suivant réglementation (lisses hautes rigides, dimensionnement des mailles...). ** Voir courbe de chute.	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Il pourra être disposé des équipements communs. Ces derniers seront sous la responsabilité du seul lot installateur.

Ces équipements ne devront en aucun cas être substitués à d'autres équipements non conformes.

Les protections collectives installées ne pourront être démontées sans l'accord du Coordonnateur SPS.

Rappel de la recommandation R408 de CNAMTS (montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied) et respect du Décret 2004/924 du 01 septembre 2004.

Nota : Vérification journalière des échafaudages avant leur utilisation par le responsable COP (Charger des Ouvrages Provisoires) - Rappel de la réglementation.

Les protections collectives contre le risque de chute de hauteur, seront mises en place et vérifiées périodiquement pour leur tenue et stabilité.

Elles pourront être mutualisées, de façon à répondre aux exigences des organismes professionnels de la prévention (CARSAT, DIRECCTE, OPPBTP).

Définition de prestations spécifiques :

SCALP : Sécurisation des Circulations, des Accès et Livraison à Pied d'œuvre

METAH : Mutualisation des Equipements de Travail et d'Accès en Hauteur

* Nous insistons sur le fait que la mise en place d'équipements collectifs est à privilégier afin de répondre aux **Principes Généraux de Prévention**.

En cas de prêt de matériels ou de véhicules/engins, une convention de prêt sera à effectuer par l'entreprise qui possède à l'entreprise qui utilise.

Dans le cas d'une utilisation mutualisée de l'échafaudage par plusieurs corps d'état, l'étude d'adéquation devra intégrer les besoins de chaque entreprise intervenante.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	Façades/ En périphérie de bâtiment : Echafaudage de pied conforme au Décret 2004-924 du 01/09/2004 et à la recommandation R408	Suivant planning du chantier.	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE	Suivant planning du chantier et convention d'utilisation
Passerelles périphériques et échafaudage	En périphérie de bâtiment	Suivant planning du chantier.	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE	Suivant planning du chantier et convention d'utilisation

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Engin manutention aérien	Grue Mobile / PPM : Respect de l'arrêté du 1er mars 2004. Recommandation CNAM R383, R483, R332. Plan de levage	Suivant planning du chantier.	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE	Suivant planning du chantier et convention d'utilisation
Engin manutention au sol	Travaux de levage depuis le sol : Respect des normes de fabrication et être conformes à la Directive 2006/42/CE. Vérification suivant l'arrêté du 1er mars 2004.	Suivant planning du chantier.	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE	Suivant planning du chantier et convention d'utilisation

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Réalisation d'une installation électrique provisoire en coffrets vérifiée par un organisme agréé selon réglementation par le contractant général + PV de vérification

Le personnel en charge de l'installation et de la maintenance sera habilité (cf. NFC 18-510).

L'implantation des coffrets sera indiqué sur le plan d'installation de chantier.

Il est rappelé que 2 coffrets ne doivent pas être distants de plus de 50ml et que les rallonges ne doivent pas excéder 25ml.

NOTA : L'utilisation du matériel portatif devra respecter les consignes du constructeur (recharge des appareils dans un milieu abrité, pas d'entreposage à l'extérieur et sous la pluie).

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Point de raccordement à définir en relation avec les concessionnaires Estimatif des besoins de chacun afin de dimensionner l'installation électrique.	Dès le démarrage du chantier	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Armoire générale	Armoire générale du chantier.	Dès le démarrage du chantier	LOT : COUVERTURE + PV de vérification	LOT : COUVERTURE
Alimentation cantonnement	Suivant PIC : Bungalows de la Base Vie.	Dès la mise en place des installations. En période de préparation de chantier * Avant intervention des entreprises sur chantier.	LOT : COUVERTURE + PV de vérification	LOT : COUVERTURE
Alimentation équipement manutention verticale	A définir suivant mode opératoire et P.I.C	Dès la mise en place de l'équipement	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Alimentation équipements façades	A définir suivant mode opératoire et P.I.C	Dès la mise en place de l'équipement	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Armoires secondaires	<u>Coffret de répartition pour les travaux :</u> La distance entre le poste de travail et les coffrets ne doit pas excéder 25 m minimum. Coffrets par niveau y compris en toiture. Les armoires et coffrets électriques doivent être verrouillés, l'accès est réservé aux personnes habilitées.	Dès le démarrage du chantier et à l'avancement	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Eclairage circulation verticale	A définir selon le plan d'installation de chantier Dimensionnement permettant un éclairage continu sans zone d'ombre.	Dès le démarrage du chantier et à l'avancement	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Eclairage circulation horizontale	A définir selon le plan d'installation de chantier Dimensionnement permettant un éclairage continu sans zone d'ombre.	Dès le démarrage du chantier et à l'avancement	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE
Eclairage poste de travail	Eclairage des postes de travail sur batterie ou sur secteur dans les locaux sombres.	A définir selon le planning prévisionnel du chantier	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Mesures exigées :

- La superposition des tâches est interdite.

- Décaler les interventions susceptibles d'engendrer une superposition de tâche.

- Toute entreprise se trouvant en situation de tâche superposée arrêtera immédiatement son poste et informera, le Maître d'Œuvre, l'OPC ou à défaut le CSPS.

L'une des deux entreprises dans la situation de superposition de tâche sera nécessairement destinée à se rediriger vers un autre poste de travail, ou à changer sa méthodologie de travail.

Si aucun accord ne peut être trouvé l'entreprise se trouvant géographiquement « en dessous » cessera son activité.

Il sera demandé au Maître d'Œuvre et ou à l'OPC de revoir la phase du planning afin d'éliminer les risques engendrés par cette coactivité.

(Lorsque qu'une entreprise dépose une protection collective, elle doit remettre en place une protection au moins équivalente).

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
---------	----------------	---------	--------------	--------------------------------

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux pour les corps d'état secondaires	Lots Second Œuvre. Lots techniques.	Suivant phasage et modes opératoires	<u>Liste non exhaustive :</u> - Interdire toute co-activité - Mise en place de moyens d'extinctions aux postes de travail - Utilisation de moyens adaptés aux travaux et aux risques - Travaux hors tension - Balisage	Lots Second Œuvre. Lots techniques.
Travaux de démolition	LOT : DESAMIANPAGE	Suivant phasage et modes opératoires	<u>Liste non exhaustive :</u> - Interdire toute co-activité - Interdiction de se trouver dans la zone d'intervention de l'engin - Définition d'un mode opératoire ou procédure d'exécution avant intervention - Zone d'interdiction de circulation - Arrosage de la zone pour limiter la propagation des poussières - Balisage de la zone de travail - Mise à disposition d'un kit anti-pollution.	LOT : DESAMIANPAGE
Travaux de déplombage	Lot concerné par le déplombage	Suivant phasage et modes opératoires	<u>Liste non exhaustive :</u> - Interdire toute co-activité - Matérialiser et interdire l'accès aux zones d'intervention.- Surveiller les accès au chantier - Mesures libératoires	Lot concerné par le déplombage

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux de désamiantage	LOT : DESAMIANPAGE	Suivant phasage et modes opératoires	<u>Liste non exhaustive :</u> - Interdire toute co-activité - Travail à l'humide au fur et à mesure de l'avancement des travaux pour diminuer le taux d'empoussièrement- Respect des procédures de sortie de zone de travail.- Conditionnement des déchets en zone de travail dans des sacs réglementaires amiante.- Evacuer quotidiennement les déchets stockés en zone de travail.- Réalisation d'analyses périmétriques- Balisage du chantier et condamnation des accès à la zone de travail (Sas de décontamination unique accès à la zone de travail).- Mise en place des panneaux de signalisation « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC », « DANGER AMIANTE » etc.. - Filtrer les effluents avant rejet dans le réseau EU,- Réaliser des analyses MEST sur les stockages tampons des rejets EU avant évacuation dans le réseau public..	LOT : DESAMIANPAGE

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux de levage ou manutention d'éléments préfabriqués	Entreprises concernées par les levages et manutentions	Suivant phasage et modes opératoires	<u>Liste non exhaustive :</u> - Interdire toute co-activité - L'adéquation entre les appareils de levage et la masse des produits doit être respecté - Le produit doit être levé par tous les points de levage dont il dispose - Interdiction de levage dans des terrains accidentés - Interdiction de survole avec charge au dessus du domaine public, du personnel sur chantier ainsi que tout cheminement circulé - Balisage de la zone et plan de levage - Homme vigie	Entreprises concernées par les levages et manutentions
Autres...	Toutes les entreprises	Suivant phasage et modes opératoires	<u>Liste non exhaustive :</u> - Interdire toute co-activité - Balisage des zones d'intervention - Mise en place des protections collectives - Interdiction de déposer des protections collectives avant la mise en place des équipements définitifs	Toutes les entreprises

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Les travaux à risques particuliers engendrent une organisation du chantier, dont les particularités seront développées dans le PPSPS des entreprises, lors de leur analyse des risques.

Les risques particuliers sont issus de la coactivité et notamment des interfaces avec l'environnement du chantier.

le tableau ci-après fait ressortir les différents points que devront traiter les entreprises.

1°. Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ; à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement ; 2°. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R. 231-56-11-I et R. 231-65-I ; 3°. Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996 susvisé ; 4°. Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé ; 5°. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées ; 6°. Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade ; 7°. Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre ; 8°. Travaux en plongée appareillée ; 9°. Travaux en milieu hyperbare ; 10°. Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors oeuvre supérieur à 200 mètres cubes ; 11°. Travaux comportant l'usage d'explosifs ; 12°. Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ; 13°. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour

Eviter ou réduire les contraintes physique :

Limites des poids des équipements de travail (manutention des charges) : l'arrêté prévoit une réduction du temps de travail pour l'utilisation des matériels de plus de 15kgLe bruit et les vibrations : les ondes sont transmises dans l'eau sans amortissement notable. Le port des EPI classique n'est pas suffisants pour pallier les dommages occasionnés par ces ondes qu'elles soient soniques ou vibratoires. Les agressions du milieu : température, qualité des effluents, pollution, toxicité ou inflammabilité de l'air (vapeurs d'hydrocarbures), radioactivité, faune ou flore toxique ou dangereux sont autant de conditions pénalisantes pour le travail.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	Entreprises concernées par les interventions de démolition	Voir méthodologie et type d'intervention (A renseigner dans le PPSPS et le mode opératoire).	Voir méthodologie et type d'intervention (A renseigner dans le PPSPS et le mode opératoire).	LOT : DESAMIANPAGE Voir chapitre 3.9
Travaux en hauteur	Entreprises concernées par des travaux en hauteur	Voir méthodologie et type d'intervention (A renseigner dans le PPSPS et le mode opératoire).	Voir méthodologie et type d'intervention (A renseigner dans le PPSPS et le mode opératoire).	Entreprises concernées par des travaux en hauteur Voir chapitre 3.9 - Balisage des zones d'intervention - Mise en place des protections collectives - Interdiction de déposer des protections collectives avant la mise en place des équipements définitifs

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Les entreprises devront préciser dans leur P.P.S.P.S. les consignes données à leur personnel pour limiter risques et gêne pour tout intervenant sur le site.

Les zones à risques devront être rendues inaccessibles par la mise en place permanente de clôtures, de balisage et un cheminement bien définis, vis-à-vis des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.

En cas d'intervention sur un site en exploitation, les entreprises devront se rapprocher de l'exploitant et respecter le plan de prévention en vigueur.

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Entrée du site et du chantier Voir P.I.C	Présence de public et des utilisateurs Présence de tiers suivant zone impactée par le chantier et ses installations.	Voir plan de prévention de l'entreprise utilisatrice/exploitant (E.U) Respect de la limitation de vitesse des véhicules et engins. Accompagnement par un homme de manœuvre obligatoirement.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Environnement du chantier	Suivant zones d'intervention et phasage	Présence de public et des utilisateurs Présence de tiers suivant zone impactée par le chantier et ses installations.	Voir plan de prévention de l'entreprise utilisatrice/exploitant (E.U)	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Bruit dû au chantier	Suivant zones d'intervention et phasage	Présence de public et des utilisateurs Présence de tiers suivant zone impactée par le chantier et ses installations.		Toutes les entreprises	Toutes les entreprises

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Réseaux enterrés et aériens (voir aussi Article 2 : 2.3)	Suivant zones d'intervention et phasage	Présence de public et des utilisateurs Présence de tiers suivant zone impactée par le chantier et ses installations.	Demande de DICT et DR. Interventions sous réserve du respect des contraintes d'exploitations. Présence d'un surveillant travaux de l'exploitant pendant les interventions. Consignation des réseaux + PV si nécessaire Voir plan de prévention de l'entreprise utilisatrice/ exploitant (E.U)	Entreprises concernées par des interventions sur et/ou à proximité des réseaux enterrés et aériens.	Entreprises concernées par des interventions sur et/ou à proximité des réseaux enterrés et aériens.
Interférence avec activité du site	Suivant zones d'intervention et phasage	Présence de public et des utilisateurs Présence de tiers suivant zone impactée par le chantier et ses installations.	Voir plan de prévention de l'entreprise utilisatrice/ exploitant (E.U) Bruit suivant certains horaires à respecter. Matériels et engins avec absorbeur de bruit à la source.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Interférence avec autre chantier	Suivant zones d'intervention et phasage	Présence des entreprises du chantier à proximité Présence de tiers suivant zone impactée par le chantier et ses installations.	- Se rapprocher du coordonnateur SPS ainsi que du maître d'ouvrage concerné - Respect du PGC	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Il incombe au maître d'ouvrage d'organiser les rapports entre le maître d'œuvre, les entreprises et le coordonnateur SPS, de réaliser les travaux de voirie et réseaux divers (VRD) pour les opérations de bâtiment de plus de 760.000 €

Article R4533-1 - Lorsque le montant d'une opération de construction de bâtiment excède 760 000 €, le chantier relatif à cette opération dispose, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail. Le maître d'ouvrage prend les mesures nécessaires, avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants sur le chantier dans les conditions prévues à la présente section.

Article R4533-2 - Une voie d'accès au chantier est construite pour permettre aux véhicules et aux piétons de parvenir en un point au moins du périmètre d'emprise du chantier. Cette voie est prolongée dans le chantier par d'autres voies permettant aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés. Les voies d'accès sont constamment praticables. Les eaux pluviales sont drainées et évacuées. Ces voies sont convenablement éclairées.

Article R4533-3 - Le raccordement à un réseau de distribution d'eau potable est réalisé de manière à permettre une alimentation suffisante des divers points d'eau prévus dans les locaux destinés aux travailleurs.

Article R4533-4 - Le raccordement à un réseau de distribution électrique permet de disposer d'une puissance suffisante pour alimenter les divers équipements et installations prévus dans les locaux destinés aux travailleurs.

Article R4533-5 - Les matières usées sont évacuées conformément aux règlements sanitaires en vigueur.

En vertu de l'application des décrets 2010 -1600 du 20.12.10 et 2011-1241 du 05.10.11 et arrêté du 15.02.12 nous précisons que :

- Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT faite par le Maître d'Ouvrage (cf. plan des réseaux existant)
 - Les DT et DICT doivent être transmises aux exploitants des réseaux après consultation du Guichet Unique sur le site « reseaux.canalisation.gouv.fr »
 - Le Maître d'Ouvrage doit faire exécuter des investigations complémentaires sur l'implantation des réseaux insuffisamment précisés par les exploitants comme stipulé dans les autres documents du DCE (Contractant général)
 - Le Maître d'Ouvrage et l'entreprise doivent respecter les recommandations et consignes stipulées dans le guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux
- Nous rappelons au Maître d'Ouvrage et l'entreprise qu'une formation spécifique sera nécessaire à partir du 01 janvier 2018 pour toute personne qui aura à intervenir à proximité des réseaux enterrés, aériens ou subaquatiques.

Le MOA, éventuellement par l'intermédiaire de l'entreprise concernée par les travaux devra nous transmettre la justification des demandes DT et DICT (réception des récépissés des exploitants).

Nous préciser les réalisations d'investigations complémentaires.

Justifier du repérage permanent des réseaux sur le chantier.

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Voie d'accès principale	A définir sur le PIC La voie d'accès devra être, drainée, balisée et éclairée.	Dès le démarrage des travaux	LOT : COUVERTURE
Eau potable	Alimentation de la base vie (Réfectoire et sanitaires).	Dès le démarrage des travaux	LOT : COUVERTURE
Eau usées	Eaux usées de la base vie	Dès le démarrage des travaux	LOT : COUVERTURE
Eau pluviale	Selon PIC et plan de recollement.	Dès le démarrage des travaux	LOT : COUVERTURE
Electricité	Selon PIC et plan de recollement. Alimentation de la base vie et du chantier	Dès le démarrage des travaux	LOT : COUVERTURE

5.2 CANTONNEMENTS

Le dimensionnement de la base vie tiendra compte de l'évolution des effectifs moyens du chantier, le chiffre indiqué est une estimation en phase conception et réajusté en phase réalisation.

Les raccordements devront être hors gel.

Pendant la phase travaux les installations de chantier pourront faire l'objet de modifications ou de déplacements.

Les installations devront être soumises à PV de vérification : VIET (Vérification des Installations Electriques Temporaires).

Selon l'article R.4226-17 du Code du Travail, les installations électriques doivent être vérifiées par un organisme accrédité :

- Lors de leur mise en service,- Après avoir subi une modification de structure.

* Le nettoyage et la désinfection devront être réalisés QUOTIDIENNEMENT (cf. code du travail).

** Les vestiaires ainsi que les sanitaires sont OBLIGATOIRES.

EFFECTIF PREVISIONNEL NON CONNU A LA REDACTION DU PRESENT PGC

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	Suivant effectif prévisible de chantier et selon les normes en vigueur.	Suivant le PIC. Base vie chantier.	Equipés d'armoires doubles compartiments (linge propre et sale) et de bancs/chaises en nombre suffisant. Chauffage et éclairage	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Réfectoire	Suivant effectif effectif prévisible de chantier et selon les normes en vigueur.	Suivant le PIC. Base vie chantier.	<ul style="list-style-type: none"> - Tables et chaises suivant effectif. - Chauffage pouvant assurer la température minimale de 20°C. - De moyens de conservation et de réfrigération des aliments et boissons.- - De moyens de chauffage des plats.- - D'un point d'eau.- - De poubelles avec couvercle et sacs poubelles pour les déchets.- - D'extincteur. 	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires	Suivant effectif effectif prévisible de chantier et selon les normes en vigueur.	Suivant le PIC. Base vie chantier.	<p>L'accès aux toilettes est obligatoire.-</p> <p>Entrée séparée de l'entrée principale- Séparer les toilettes hommes et femmes- Installer 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 hommes et 2 cabinets pour 20 femmes- Mettre une poubelle pour garnitures périodiques dans les toilettes des femmes- Prévoir au moins un poste d'eau avec papier et savon- Mettre du papier toilette à disposition</p> <p>- Ballon d'eau chaude-</p> <p>Nettoyer et désinfecter les sanitaires au moins 1x/jour-</p> <p>Vidanger les cabinets sanitaires autonomes 1x/semaine- Munir les portes des WC d'un dispositif de fermeture intérieur décondamnabl e de l'extérieur.</p> <p>- Eclairage et chauffage</p>	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Salle de réunion	Suivant effectif prévisible de chantier et selon les normes en vigueur.	Suivant le PIC. Base vie chantier.	Suivant besoin	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE	LOT : COUVERTURE

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en conformité de la base vie aux frais de l'entreprise défaillante.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

La mise en place et la pose des bungalows se fera par l'entreprise installatrice suivant le type de bungalow à mettre en place.

Type de bungalow avec ring en couverture :

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique. Utilisation de nacelle pour les élingages et désélingages. Utilisation d'échelles d'accès à marches réglables sécurisées.

Port du harnais avec stop chute et longes pour tous les travaux en hauteur.

Type de bungalow avec ligne de vie en couverture :

Accès au toit par une échelle d'accès à marches réglables sécurisées et accrochage immédiat à la ligne de vie ou câble de sécurité en toiture. Utilisation de nacelle pour les élingages et désélingages. Utilisation d'échelles d'accès à marches réglables sécurisées.

Port du harnais avec stop chute et longes pour tous les travaux en hauteur.

Chaque lot pourra installer un bungalow supplémentaire et devra en avertir le lot installateur pour les branchements de chantier, ainsi que le Maître d'Œuvre et le CSPS.

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
-------------	-------------------------------------	---------------------

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	LOT : COUVERTURE	PV de vérification (VIEL) lors de l'installation à fournir au Maître d'Œuvre, Maître d'ouvrage et au Coordonnateur SPS.

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

Mesures générales :

Appeler les POMPIERS à partir du téléphone de secours du chantier : **tél. 18 ou SAMU tél. 15** et/ou appeler les secours à partir d'un portable : en composant le **18**, le **15** ou le **112**.

Chaque entreprise possédera un téléphone portable.

Les accès seront toujours dégagés. Ils se feront depuis les voiries existantes.

L'accès chantier ne devra jamais être encombré de véhicules, de matériel ou de matériaux qui pourrai empêcher les services de secours d'intervenir sur le chantier.

Toutes les circulations devront être libre en permanence.

L'organisation des moyens de secours est précisée sur le P.P.S.P.S de chaque entreprise.

6.1 ORGANISATION

Relation avec les services de secours :

Un affichage réglementaire devra être en place dans le bungalow de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

- Appeler les POMPIERS à partir du téléphone de secours du chantier : tél. 18 ou SAMU tél. 15
- et/ou appeler les secours à partir d'un portable : en composant le 18, le 15 ou le 112

Point de rassemblement pour l'intervention des secours (PRS):

Le PRS est situé : A l'entrée du chantier (Suivant PIC)

(à faire figurer dans les PPSPS dans la fiche de consigne d'appel des secours, **il devra être connu par tous les intervenants sur le chantier.**

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Base vie et portable du personnel	Base vie et portable du personnel	Logo visible ou affichage pour information	LOT : COUVERTURE
Liaison avec les secours	Base vie de chantier	Base vie et portable du personnel	Logo visible ou affichage pour information	Entreprises concernées pour la réception des secours avec personne responsable ou SST

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Accès secours	Suivant PIC et dispositions	Par la voie menant à la zone de l'accident	Logo visible ou affichage pour information	Entreprises concernées pour la réception des secours avec personne responsable ou SST
Point de rencontre	PRS (voir PIC)	Tous les ouvriers doivent avoir connaissance du point de rencontre (Affichage + PIC + PPSPS)	Signalisation du point de rencontre par un logo sur le chantier ou une zone déjà repérée à l'accueil des entreprises sur le chantier. Voir le PIC.	LOT : COUVERTURE
Secouriste	Chaque entreprise	Un SST sur le chantier par entreprise. A défaut, un SST pour 10 personnes	Affichage sur les habits ou casque de chantier	Chaque entreprise
Trousse de secours	Dans chaque véhicule et dans la base vie du chantier.	Un SST pour les premiers soins	Dans chaque véhicule et dans la base vie du chantier.	Chaque entreprise
Extincteur cantonnement	Dans bungalow Base Vie et à proximité des zones de stockage.	Personnel formé au maniement des extincteurs.	Affichage sur site	LOT : COUVERTURE
Contrôle périodique	Contrôle périodique des installations en cas de déplacement, de modification, de dépassement des dates de révision des installations.	Organisme agréé	Livret de maintenance et étiquetage à jour.	LOT : COUVERTURE
Extincteur chantier	Emplacement à définir sur le PIC de chantier. Au poste de travail et à proximité des zones de stockage.	A chaque niveau du chantier	Affichage sur site	LOT : COUVERTURE

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les PPSPS seront envoyés au CSPS réalisation par courriel **(MAIL) uniquement.**

Les entreprises devront prendre contact avec le CSPS pour fixer un rendez-vous sur place **au minimum 2 semaines avant le début de leur intervention.**

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Le fait de pouvoir travailler seul sur un chantier dépend de la nature des travaux à réaliser, l'isolement peut accentuer certains risques.

La réglementation interdit certains travaux isolés :

- Le travail en hauteur avec utilisation d'un équipement de protection individuelle (harnais).
- Lors de travaux en hauteur avec une nacelle, il est également préconisé de ne pas travailler seul, une personne devant rester au sol pour pouvoir faire descendre la nacelle en cas de problème.
- Lors des travaux à proximité de réseaux d'énergie (électricité, gaz, eau, ...) ou la présence d'un surveillant de travaux (ou suiveur) est nécessaire.

Toutefois le code du travail rappelle l'obligation d'évaluer les risques et de prendre toutes mesures utiles pour la protection des salariés suite à cette évaluation.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

Attention :

Les inspections Communes devront être organisées à l'avance, soit **à minima 10 jours avant la venue de l'entreprise sur le site pour toute prestation de travaux (Titulaires et Sous-traitants)**. Y compris pour des phases de livraisons de matériaux et matériels.

Le PPSPS devra être remis après avoir réalisé l'Inspection Commune et avant toute intervention. **Le PPSPS devra être rédigé en langue Française** pour la diffusion aux organismes professionnels de la prévention (CARSAT, DIRECCTE (Inspection du Travail) et l'OPPBTP), ainsi que pour le Coordonnateur SPS.

Il existera une version originale dans la langue du pays d'origine pour l'entreprise, à disposition sur le chantier pour le personnel.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

Rénovation toitures Bâtiment B ex-ISGMP

Ile du Saulcy
57000 METZ

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: METZ
RUE :Ile du Saulcy

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: .